

Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et le Qatar, à Doha le 23 juin 2013.

QUESTION « Monsieur le Président, est-ce qu'on peut dire qu'il y a une continuité de la politique française entre ce qu'ont fait vos prédécesseurs et ce que vous comptez faire ici au Qatar ? Une continuité de la politique ? »

LE PRÉSIDENT « Le Qatar représente un partenaire économique important et la France a toutes les raisons de vouloir amplifier encore nos investissements ici, on le voit, qui permettent de créer de l'emploi, ici et en France. Nous ne refusons pas les investissements des Qataris en France mais nous disons qu'il y a des conditions à respecter, des domaines à faire prévaloir, des règles aussi à faire comprendre et nous en avons la volonté aussi sur le plan politique.

C'est une région, où nous connaissons un certain nombre de conflits. Chacun a à l'esprit la Syrie et à partir de là, nous devons faire avec tous les pays de la région. Le Qatar en est un, pour, là-aussi, faire pression sur le régime syrien et trouver une solution politique. C'est ce que le ministre des Affaires étrangères a fait hier et a permis d'adopter une position commune pour tous les Amis de la Syrie, c'est-à-dire ceux qui veulent trouver une solution politique pour la Syrie.

Il y a toujours cette relation qui se poursuit, mais dans un autre contexte et avec chaque fois, pour ce qui me concerne, la volonté que ce soit utile pour la France et bien sûr pour notre partenaire le Qatar. Mais la France a intérêt à être présente, ici dans cette région, et à faire comprendre quelle peut accueillir des investissements. Mais je l'ai dit, à certaines conditions. »

QUESTION « Donc pas à n'importe quel prix pour bien préciser ? »

LE PRÉSIDENT « C'est ce que nous avons d'ailleurs convenu avec les autorités du Qatar. C'est-à-dire qu'il était question d'avoir l'action pour les banlieues - c'est ce qui avait été annoncé avant mon élection. J'ai dit que le mieux, c'était que nous puissions créer un fonds commun d'investissement avec des capitaux venant du Qatar et avec des capitaux français pour aider les PME ou même, dans cet esprit, de vouloir développer un certain nombre d'entreprises dans nos quartiers. Mais avec cette double volonté française et qatarie de fédérer les énergies dans le sens que nous souhaitons offrir pour les Français. »

QUESTION « Monsieur le Président, il y a eu hier plusieurs rassemblements pour les 1 000 jours des otages. Il y a une communication d'Aqmi qui affirme qu'ils sont vivants, qu'ils sont prêts à négocier. Il se dit aussi qu'ils seraient en Algérie. Quelle est votre réaction à toutes ces informations ? »

LE PRÉSIDENT « Je n'ai pas à donner d'information parce que, d'abord, je suis conscient de ce que cela représente pour les familles, cette angoisse. Je n'ai pas à donner ou de faux espoirs ou, au contraire, des signes qui seraient décourageants. Nous sommes toujours à la recherche de contacts. Nous avons toute raison de penser que les otages sont vivants mais nous devons chercher à les libérer. Je sais que c'est insupportable pour les familles, que c'est très long 1 000 jours, 1 000 nuits et en même temps qu'il y a cette angoisse, il y a cette volonté de tout faire pour les libérer mais de le faire avec des contacts qui peuvent être sûrs, pas avec des intermédiaires qui se proposent et dont on sait qu'ils ne viennent chercher que des avantages pour eux-mêmes. »